

## ARRÊTÉ N° DIR-I-2016-006

### PORTANT AUTORISATION INDIVIDUELLE DE M. DAVID GRONDIN POUR L'INSTALLATION D'UN RUCHER EN CŒUR DU PARC NATIONAL SUR LE SECTEUR DE TAKAMAKA

#### La Directrice de l'établissement public Parc national de La Réunion

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-1 à L.331-29 et ses articles R. 331-1 à R.331-85 ;

Vu le décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc national de La Réunion ;

Vu le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014 approuvant la Charte du parc national ;

Vu la modalité d'application de la réglementation 20, relative aux activités agricoles et pastorales ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du 4 Novembre 2009, relatif à l'apiculture en Cœur de Parc ;

Vu la délibération N° CA-R-2009-15 du 07 Décembre 2009, relative aux dispositions transitoires pour l'exercice de l'apiculture dans le Cœur du Parc national ;

Vu la demande d'autorisation N°DIR/AD/2015/081, formulée par Monsieur David GRONDIN le 15 Mai 2015.

Vu les débats et l'avis du Conseil économique social et culturel en séance du 4 Novembre 2015, relatif aux demandes d'autorisation d'activité apicole en cœur naturel du Parc national.

Vu l'avis du Conseil scientifique n°2015-217 du 7 Décembre 2015, relatif aux demandes d'autorisation d'activité apicole en cœur naturel du parc national.

#### arrête

#### Article 1

Monsieur David GRONDIN, dans le cadre de ses activités d'apiculture, est autorisé à installer un rucher en Cœur de parc national sur le secteur de Takamaka (piste forestière de Takamaka), sur le site identifié à cet effet, sous réserve de l'obtention d'une concession de l'Office National des Forêts, et du respect des prescriptions définies à l'article 2.

#### Article 2

Cette activité est autorisée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Les ruchers implantés ne peuvent pas dépasser 30 ruches ;
- Les ruchers implantés sains, exempts de maladies avérées ou suspectées, susceptibles de se propager.
- Le déplacement des ruches, lors des transhumances, se fait sans réalisation de travaux et sans atteinte aux espèces indigènes et milieux naturels présents sur le site d'implantation ;
- L'apiculteur met en œuvre les opérations nécessaires pour éviter l'essaimage vers le milieu naturel ;
- L'apiculteur ramasse systématiquement les déchets liés à l'activité (pneus, cadres ...) et maintient le site en état de propreté, lorsque les ruches sont présentes et lorsqu'elles sont retirées.
- A l'échéance de la période d'autorisation et en cas de non renouvellement, l'apiculteur s'engage à retirer du site l'ensemble du matériel en place.
- La vigilance de l'apiculteur est accrue en période de risque incendie : il privilégie l'usage d'enfumeur électrique ou dispose sur place de moyens d'extinction.

- L'apiculteur transmet en début de chaque année au Parc national les éléments concernant l'année précédente, permettant le suivi de l'activité : nombre de ruches implantées sur le site, périodes de présence des ruches, liste et calendrier des opérations réalisées sur le site, quantité de miel produite ... ;
- Le cas échéant, l'apiculteur participe aux actions permettant d'évaluer les impacts de l'activité sur la qualité des milieux naturels et les espèces indigènes ;

### Article 3

Cette autorisation individuelle entre en vigueur à la date de sa publication au recueil des actes administratifs du Parc national de La Réunion.

Elle est délivrée pour une année à compter de la date de sa signature, renouvelée annuellement par tacite reconduction pour une période de 5 ans.

Elle est révoquée à tout moment par l'une des deux parties avec un préavis d'un mois, notamment de la part du Parc national en cas de non respect des prescriptions de l'article 2 ou de la réglementation du Parc national, ou en cas d'observation de perturbations préjudiciables à la bonne conservation des milieux naturels et des espèces indigènes.

### Article 4

L'autorisation du Parc national ne se substitue pas à celle du propriétaire et/ou du gestionnaire du foncier, et le cas échéant, aux autres autorisations nécessaires à l'activité apicole.

Fait à la Plaine des Palmistes, le **29 JAN. 2016**

Pour La Directrice empêchée  
Le Directeur Adjoint

Emmanuel BRAUN



NB: Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion, dans le délai de deux mois à compter de sa publication conformément aux articles R.421-1 et 421-5 du code de justice administrative.

#### Diffusion et publication

- Commune de Saint-Benoît
- Office National des Forêts
- Secteurs Est du Parc national
- Recueil des actes administratifs du Parc national de La Réunion
- AFFICHAGE (2 mois)